

Du chaos et pas de moyens ...

L'année 2022 commence encore dans la confusion. Avec un nouvel épisode de la crise sanitaire marqué par l'explosion du variant omicron et un énième protocole ingérable pour les personnels de l'Éducation nationale qui sont, une fois encore, pris pour une **simple variable d'ajustement**. Le gouvernement raidit sa position en imposant le pass vaccinal mais ne résout rien concrètement sur le terrain. Informés quelques heures avant la rentrée d'un nouveau revirement sur la gestion des tests, les personnels seront livrés à eux-mêmes, sans protection réellement efficace.

Pire encore, alors que partout la nécessité d'avoir plus de moyens est avérée, le ministère fait le choix inverse, rendant ainsi quasiment impossible l'amortissement de la crise Covid sur les élèves, particulièrement les plus fragiles. Une fois de plus, sans doute la fois de trop, il est prévu une **nouvelle baisse des moyens humains** pour la rentrée 2022. Comme à l'hôpital où Olivier Véran considère qu'en pleine crise sanitaire, fermer 1% des lits n'est pas une catastrophe, son collègue Blanquer poursuit de manière inexorable sa fermeture de postes et sa destruction du service public d'Éducation.

Déjà **parent pauvre du second degré** en terme de H/E, les collègues vont encore avoir à subir un coup de rabot sur les moyens avec comme corollaire le renvoi au local pour déterminer quel dédoublement sera supprimé cette année. Insupportable !

Des salaires bloqués ...

Supérieure à 30 % : c'est l'augmentation du CAC 40 depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. Les actionnaires se sont donc bien enrichis pendant le mandat présidentiel qui s'achève, à l'image du patronat qui a été particulièrement choyé à travers un plan de relance qui a au final très peu profité aux premier-es de corvée.

+ 0% : c'est l'incroyable « augmentation » du point d'indice, gelé depuis le 1^{er} février 2017. Cela dit tout sur la manière dont ont été traités les personnels du service public sur la même période. Alors que l'inflation repart à la hausse avec une réelle tension sur les produits de consommation courante et l'énergie, le gouvernement fait la sourde oreille aux légitimes revendications salariales. Inacceptable !

Plus cynique encore, Jean-Michel Blanquer en profite pour faire miroiter un plat de lentilles contre une politique d'individualisation et la mise en place de primes servant sa vision managériale agressive.

Une précarité galopante ...

De 14,5% à 22% : c'est la hausse sur cinq ans de la part des contractuel-les dans l'Éducation nationale. Là encore, tirer vers le bas les conditions d'embauche, de salaires et de travail des personnels est l'idée fixe de notre ministre qui fragilise ainsi les cadres collectifs et les statuts.



Pour une revalorisation immédiate des salaires,
Pour un plan d'urgence dans les services publics (Hôpital, Éducation...)
Pour un plan de titularisation des personnels précaires,

Tous et toutes en grève et manifestation
le jeudi 27 janvier